Nations Unies E/CN.5/2023/4

Conseil économique et social

Distr. générale
28 décembre 2022
Français
Original : anglais

Commission du développement social
Soixante et unième session
6-15 février 2023
Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire*
Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : questions nouvelles

Remédier aux conséquences sociales des crises multiformes afin d'accélérer le relèvement après la pandémie et ses effets persistants par la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Note du Secrétariat

Résumé

Depuis la session d'examen et la session directive de 2007-2008, conformément à la résolution 2006/18 du Conseil économique et social, le point intitulé « Questions nouvelles » est inscrit à l'ordre du jour de la Commission du développement social qui examine, au titre de ce point, les problèmes faisant obstacle au développement social et nécessitant une attention immédiate, et les nouvelles questions de portée générale qui se font jour dans le contexte de l'évolution des problèmes de développement au niveau mondial. La présente note fournit à la Commission du développement social des informations utiles pouvant servir de base à ses débats sur le thème « Remédier aux conséquences sociales des crises multiformes afin d'accélérer le relèvement après la pandémie et ses effets persistants par la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 », qui a été retenu par le Bureau de la soixante et unième session.

La présente note contient une évaluation des effets isolés et imbriqués de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur le plan social, des conflits régionaux en cours, de la persistance des changements climatiques et des mauvaises perspectives économiques mondiales, et elle expose les politiques et mesures adoptées par les États Membres pour y remédier dans le cadre de la mise en œuvre

* E/CN.5/2023/1.

22-29436 (F) 200123 250123

Merci de recycler

intégrale du Programme 2030. Elle montre comment les gouvernements ont développé leurs politiques d'aide socioéconomique en accroissant la protection sociale, en recourant aux leviers budgétaires et en mettant à profit les technologies numériques. Le Secrétariat conclut que les autorités nationales devraient tirer parti des efforts de relèvement pour développer leurs politiques et programmes à moyen et long terme en s'inspirant des succès et enseignements tirés des mesures prises à court terme. L'accent est mis sur l'importance que revêtent la coopération internationale et la solidarité dans le traitement des problèmes multidimensionnels qui se posent actuellement dans le monde.

I. Introduction

1. Les États Membres, en particulier les pays en développement, continuent de faire face à des crises sans précédent qui résultent des effets persistants de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et sont aggravées par les retombées de la guerre en Ukraine, les changements climatiques qui se manifestent sans relâche et le ralentissement de l'économie mondiale. Ces crises entremêlées ont rendu les objectifs de développement durable associés au Programme de développement durable 2030 plus difficiles à réaliser, en particulier pour les pays en développement qui manquent de ressources et dans lesquels les inégalités et les vulnérabilités préexistantes se sont creusées, cette situation ayant empêché les avancées en matière de développement social et ayant même provoqué un recul dans les domaines de l'élimination de la pauvreté et de la réduction de la faim.

2. En dépit de ces obstacles, les pays ont pris des mesures énergiques visant à surmonter les problèmes par l'accélération de l'action de relèvement et des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs de développement durable. Les États Membres ont eu recours à des politiques sociales à la mesure des circonstances nationales et de leurs besoins pour atténuer et surmonter les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur le plan socioéconomique. Nombre de ces initiatives ont été accompagnées de mesures visant à répondre aux besoins spécifiques des personnes qui ont été le plus durement touchées pendant la crise, à savoir les femmes, les personnes âgées, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes vivant dans la pauvreté, les autochtones et les personnes occupant un emploi vulnérable et ne bénéficiant pas d'une protection sociale.

3. Sur la base des informations présentées par les États Membres dans leurs examens nationaux volontaires de 2021 et 2022, il est ici proposé un échantillon de ce que ceux-ci ont fait pour remédier aux conséquences sociales des crises multiformes auxquelles ils ont fait face, notamment les mesures ciblées qu'ils ont prises pour aider les personnes en situation vulnérable à lutter contre la pauvreté multidimensionnelle et pour réduire la faim et l'insécurité alimentaire ; pour protéger les emplois et contribuer à un relèvement des entreprises profitant à tous ; pour exploiter les technologies numériques à des fins d'éducation et de santé publique ; pour surmonter les problèmes mondiaux liés au ralentissement de l'activité économique, aux conflits et aux changements climatiques.

II. Crises multiformes et leurs conséquences sociales

A. Amplification continue des conséquences socioéconomiques préjudiciables de la pandémie de COVID-19 et de ses effets persistants, en particulier pour les pays en développement ayant un moindre accès aux ressources

4. De nombreux pays continuent de subir sur le plan socioéconomique les effets négatifs de la pandémie de COVID-19, qui amplifient la pauvreté, la faim et les inégalités, et rendent le relèvement rapide et la mise en œuvre du Programme 2030 plus difficiles. Dans les pays en développement plus particulièrement, les systèmes de protection sociale et les finances publiques continuent de poser de graves problèmes qui s'aggravent dans le cas des pays endettés à faible revenu et empêchent la réalisation des objectifs de développement durable, étroitement liés les uns aux autres.

5. Dans tous les pays, la pandémie a fait peser une lourde charge sur les services de santé de base et a freiné les progrès visant à la réalisation des objectifs de développement durable dans ce domaine. Il est évident qu'il faudra réinvestir dans les services et systèmes de santé existants pour garantir un relèvement durable dont personne ne soit exclu, lequel pourra être stimulé par les actions menées en vue de la réalisation intégrale desdits objectifs.

6. Les effets persistants de la pandémie de COVID-19 ne sont pas limités au secteur de la santé. La pandémie est responsable d'une augmentation de la pauvreté et de l'extrême pauvreté. Le taux mondial d'extrême pauvreté (la proportion de la population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour) est passé de 8,3 % en 2019 à 9,2 % en 2020, alors que les projections réalisées avant la pandémie prévoyaient qu'il baisserait à 7,8 %. Cette augmentation – la première depuis 1998 et la plus importante depuis 1990 – a fait basculer 93 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2020. Ce recul enregistré en matière de réduction de la pauvreté a été plus important que la moyenne dans les pays les moins avancés qui sont fortement dépendants du tourisme, de l'envoi de fonds et des flux externes de capitaux pour maintenir les emplois et les revenus. À l'échelle mondiale, cela représente 3 à 4 années d'efforts réduits à néant dans la lutte contre l'extrême pauvreté, et 8 à 9 années pour les pays à faible revenu[1].

7. La pandémie de COVID-19 a également perturbé la répartition des apports agricoles, ce qui a rejailli sur la production. La distribution des produits et des denrées alimentaires a tout autant été mise à mal, ce qui a accentué l'insécurité alimentaire, en particulier dans les pays pauvres et chez les pauvres. Les pays en développement et les familles pauvres sont moins à même de faire face aux aléas économiques et aux variations de leur approvisionnement en nourriture. Les ménages pauvres doivent parfois céder leurs avoirs productifs ou épuiser leurs économies pour joindre les deux bouts. Dans ces familles, la génération suivante souffrira des conséquences à long terme de la sous-nutrition et de la faim sur son développement tant cognitif que physique. Il en découlera un creusement des inégalités dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'éducation.

8. Les effets disproportionnés de la pandémie de COVID-19 sur les femmes, les groupes sociaux défavorisés et marginalisés et les personnes en situation vulnérable ont mis en évidence et renforcé les inégalités existantes. Les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les peuples autochtones ont lutté et continuent de lutter pour conserver leurs moyens de subsistance et sont davantage exposés à la pauvreté, à la faim, à l'exclusion sociale et au sans-abrisme.

9. La situation a également porté gravement préjudice à l'éducation. Près de 1,6 milliards d'élèves dans le monde ont vu leur école fermer du fait de la pandémie de COVID-19[2]. Même de courtes perturbations dans la scolarité d'un enfant peuvent avoir des conséquences notables et durables pour la suite de son apprentissage. Ces effets se feront plus fortement sentir chez les enfants vivant au sein de familles à faible revenu. Bien que les écoles aient rouvert et accueillent à nouveau les élèves, l'effet négatif persistant de la pandémie sur l'apprentissage doit continuer à être traité avec une attention particulière portée aux enfants qui sont encore plus à la traîne. À défaut, les effets négatifs à long terme de la pandémie de COVID-19 sur les ménages avec enfants à faible revenu et vulnérables pourraient réduire à néant les actions menées par ailleurs pour casser le cycle générationnel de la pauvreté et des inégalités.

[1] Voir à l'adresse suivante : https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/goal-01.

[2] Voir à l'adresse suivante : https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/covid-19-school-closures-fueled-big-learning-losses-especially-disadvantaged.

B. Pays en développement et populations pauvres touchés au premier chef par les changements climatiques et les catastrophes naturelles

10. Les changements climatiques et les phénomènes météorologiques extrêmes qu'ils génèrent de manière croissante font partie des facteurs à l'origine d'une aggravation mondiale de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, ceci s'expliquant par le fait que produits de la pêche, les récoltes et le bétail peuvent être détruits ou perdre en productivité du fait de tels phénomènes. Les effets des changements climatiques sont également délétères car ils sont la cause d'une pollution de l'air, de maladies, de phénomènes météorologiques extrêmes, de déplacements forcés, de charges pesant sur la santé mentale et de l'accroissement de la faim et de la malnutrition. Chaque année, environ 13 millions de personnes décèdent du fait de facteurs environnementaux, l'évolution des caractères du temps faisant apparaître de nouvelles maladies et les phénomènes météorologiques extrêmes faisant des victimes, ce qui rend la tâche des systèmes de soins très ardue[3].

11. Les changements climatiques et la pauvreté coexistent dans un cercle vicieux. Dans la pauvreté, les gens sont plus exposés et moins aptes à résister aux effets des changements climatiques et aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine. En parallèle, les effets des changements climatiques sur la sécurité alimentaire, ainsi que les pertes et dommages que ce phénomène génère, peuvent accroître et aggraver la pauvreté. Ce cercle vicieux contribue à accentuer les inégalités à l'intérieur des pays et entre eux. Alors qu'ils contribuent le moins aux changements climatiques en étant responsables de moins de 10 % de la totalité des émissions de gaz à effet de serre, 74 pays parmi les plus pauvres du monde souffrent démesurément de ce phénomène, ayant été frappés par près de huit fois plus de catastrophes naturelles au cours de la dernière décennie que dans les années 1980[4].

C. Exposition des pays en développement à des crises de la dette en série du fait du ralentissement de l'activité économique mondiale et de l'insuffisance de l'aide financière

12. Émergeant de la période sombre ouverte par la pandémie de COVID-19, l'économie mondiale devrait connaître un ralentissement en 2022 et 2023 sous les effets négatifs persistants de la pandémie et en raison de la guerre en Ukraine coexistant avec des taux d'intérêt en augmentation rapide et des restrictions budgétaires dans les économies avancées. Il est prévu que la croissance économique mondiale s'établisse à 3,1 % en 2022 et se maintienne au même taux en 2023[5]. Compte tenu des incertitudes suscitées par le conflit en Ukraine et d'autres augmentations des taux d'intérêt dans les pays développés, il est possible que la croissance économique mondiale continue de ralentir et engendre une récession.

13. La baisse des recettes fiscales et le lourd fardeau des capitaux d'emprunt ont fait obstacle au relèvement des pays en développement après la pandémie de COVID-19, car la marge de manœuvre budgétaire dont ces pays disposaient pour mettre en place les programmes requis de protection des personnes et de l'emploi a

---

[3] Voir à l'adresse suivante : https://www.un.org/en/climatechange/science/causes-effects-climate-change.

[4] Voir à l'adresse suivante : https://blogs.worldbank.org/climatechange/when-poverty-meets-climate-change-critical-challenge-demands-cross-cutting-solutions.

[5] Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, « Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2022 » (E/2022/60), 18 mai 2022. La CNUCED prévoit un léger ralentissement de la croissance économique mondiale en 2023 (voir à l'adresse suivante : https://unctad.org/tdr2022).

été très limitée, alors que dans les pays développés, des dispositifs de relance ont été mis en œuvre à hauteur de 18 % du produit intérieur brut.

14. Dans de nombreux pays en développement, la crise de la dette est aggravée par la hausse des taux d'intérêt, le ralentissement de l'activité économique mondiale et une possible récession, ainsi que par les retombées de la guerre en Ukraine. Avant le conflit, trois pays sur cinq parmi les plus pauvres étaient à haut risque de surendettement ou déjà surendettés, et un pays sur quatre parmi ceux à revenu intermédiaire était à haut risque de crise budgétaire. La hausse des prix de l'énergie et des prix alimentaires a fortement pesé sur l'équilibre budgétaire et la balance des paiements courants des importateurs de produits de base. Plusieurs de ces pays ont dû revoir leurs dépenses de développement à la baisse, ce qui a compromis leur capacité de faire face à de futurs chocs. Une série de crises de la dette empêche les pays d'investir comme il le faudrait dans le développement durable, ce qui entraîne une hausse de 20 % des besoins de financement non satisfaits dans les domaines clés associés aux objectifs de développement durable[6].

D. Ralentissement du relèvement après la pandémie en raison d'une situation de conflit

15. La poursuite du conflit en Ukraine a entraîné une crise humanitaire de grande ampleur. En plus d'une hausse des prix de l'énergie et de l'instabilité des marchés du secteur qui en a résulté, ainsi que d'une augmentation notable du cours des céréales, des fertilisants et d'autres produits agricoles, en particulier ceux exportés de la Fédération de Russie et d'Ukraine, ce conflit a également aggravé les difficultés d'approvisionnement et les problèmes financiers rencontrés par de nombreux pays et familles en raison de la pandémie.

16. Ce sont 1,7 milliards de personnes vivant dans 107 pays qui se retrouvent gravement menacées par les retombées du conflit liées à l'un au moins de ces trois aspects : augmentation des prix alimentaires, augmentation des prix de l'énergie et durcissement des conditions financières[7].

17. Dans les pays en développement, qui dépendent des importations pour satisfaire les besoins de la population en denrées alimentaires et en énergie, les gouvernements ont une capacité limitée de faire face aux fluctuations des marchés mondiaux en raison du fardeau de la dette et de taux d'intérêt élevés. Dans tous les pays, les prix élevés de l'alimentation et du carburant entretiennent une situation financière tendue et vice versa, ce qui alimente un cercle vicieux de pauvreté, de faim et d'inégalités.

18. Ces conditions ont fait chuter la croissance dans la plupart des économies de la planète et dans la majorité des pays en développement. La conjugaison des effets persistants de la pandémie et du conflit en Ukraine devrait faire basculer 75 à 95 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici à la fin 2022 par rapport aux projections faites avant la pandémie[8].

---

[6] Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, note d'orientation n° 134 « The Great Finance Divide », 13 juin 2022 (en anglais seulement).

[7] Voir à l'adresse suivante : https://news.un.org/pages/wp-content/uploads/2022/04/UN-GCRG-Brief-1.pdf.

[8] Voir à l'adresse : https://blogs.worldbank.org/opendata/pandemic-prices-and-poverty.

III. Bonnes pratiques issues des politiques et stratégies appliquées par les États Membres pour remédier aux conséquences négatives sur le développement social et parvenir à la mise en œuvre intégrale du Programme 2030[9]

19. En dépit d'immenses difficultés, les États Membres, compte tenu de leur situation et de leurs besoins spécifiques, ont tout mis en œuvre pour remédier aux conséquences sociales de ces crises multiformes. Ils ont continué, autant qu'ils le pouvaient, à recourir à des politiques et programmes concrets et leurs efforts ont porté des fruits dans maints domaines.

A. Développement de politiques sociales et économiques de soutien en vue de parer aux conséquences sociales immédiates de la pandémie de COVID-19 et des autres crises

1. Augmentation de l'aide aux populations vulnérables par le développement des mesures de protection sociale

20. Afin de prêter assistance aux personnes vulnérables aux effets sociaux et économiques de la COVID-19, des mesures de transfert en espèces ont été prises par de nombreux gouvernements dans le cadre des programmes de protection sociale existants. Ce fut le cas en Algérie, en Angola, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Égypte, en Gambie, au Lesotho, au Libéria, au Mozambique, au Nigéria, au Soudan et en Tunisie, pays qui ont accru les transferts en espèces aux ménages pauvres et vulnérables, utilisant les programmes de protection sociale existants pour fournir une assistance plus conséquente (E/CN.5/2022/5). En Égypte, l'initiative présidentielle *Ahalina* permet de verser une allocation mensuelle de 500 livres égyptiennes (environ 31,77 dollars)[10] aux travailleurs dont les moyens de subsistance ont lourdement pâti de la crise. Cette initiative de partenariat local s'inscrit dans l'action visant à aider les familles à faible revenu et les travailleurs du secteur informel touchés par la COVID-19. Au Malawi, dans le cadre du programme de transfert social en espèces, une somme forfaitaire a été décaissée durant quatre mois au bénéfice des ménages ruraux ultra-pauvres et dans l'impossibilité de travailler.

21. Au Kirghizistan, l'initiative *Cash Plus*, lancée pour renforcer l'impact du programme national de transfert en espèces, a permis d'augmenter et de diversifier la production alimentaire et de stimuler les activités génératrices de revenus. Outre les sommes perçues mensuellement, les familles ayant souscrit à un contrat au titre de *Cash Plus* ont bénéficié de diverses options d'aide à la production selon leur profil, les conditions agroenvironnementales et les besoins des marchés locaux. En conséquence, 74 % des ménages participant à cette initiative ont augmenté leur productivité agricole et 90 % ont amélioré leur diversité alimentaire et leurs résultats nutritionnels.

22. La couverture des programmes de protection sociale existants a également été élargie pour permettre à de nouveaux bénéficiaires d'y adhérer. Au Nigeria, de nouveaux ménages ont été inscrits au projet national de filets de sécurité sociale et

[9] Sauf indication contraire dans les notes de bas de page, tous les exemples figurant dans la présente note proviennent des examens nationaux volontaires présentés par les États Membres aux sessions de 2021 et de 2022 du forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui peuvent être consultés à l'adresse suivante : https://sustainabledevelopment.un.org/vnrs/.

[10] Montant estimé en dollars des États-Unis au moment de la rédaction du présent rapport.

ont désormais droit à l'aide sociale régulière et à l'aide d'urgence COVID-19. L'établissement d'un registre social national et la coordination, l'ajustement et l'intégration des programmes de protection sociale dans les systèmes ad hoc existants ont abouti à une action plus systématique et des politiques plus cohérentes. Au Brésil, le programme *Bolsa Familia* a été étendu à d'autres bénéficiaires touchés par la pandémie de COVID-19. Les familles ayant droit aux prestations prévues par ce programme perçoivent une allocation mensuelle qui est fonction des revenus du ménage et de la composition de celui-ci[11]. Le Pérou a mis en place une deuxième prime familiale universelle à l'intention des familles vivant dans des conditions de pauvreté voire d'extrême pauvreté, en milieu urbain ou rural, qui vise à protéger sur le plan économique les ménages vulnérables des conséquences de la pandémie. La Finlande, qui s'était dotée bien avant la crise liée à la COVID-19 d'un système de protection sociale souple et durable, a procédé, en réponse à la crise, à des ajustements de base concernant pour l'essentiel la sécurité alimentaire.

23. Afin de permettre aux plus vulnérables d'avoir accès aux soins requis dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont adapté les régimes nationaux d'assurance. Au Maroc, le Programme national d'assistance médicale, un régime d'assurance maladie non contributif destiné aux ménages vulnérables, qui couvre 20 % de la population, a été ajusté pour offrir une indemnisation pendant les périodes de quarantaine. Il a également été élargi aux travailleurs du secteur informel ayant perdu leurs moyens de subsistance. Le Rwanda a apporté des modifications à son régime d'assurance maladie communautaire afin d'améliorer l'accès des pauvres et a supprimé la période d'attente entre l'inscription et l'octroi du droit d'accès aux services médicaux.

24. Certains pays ont apporté des changements à leur cadre législatif en vue d'améliorer le fonctionnement de leur système de protection sociale. À Antigua-et-Barbuda, la loi sur la protection sociale a été créée afin de mettre en place un cadre institutionnel et administratif plus solide. Un conseil de la protection sociale et une commission de la protection sociale ont été créés et investis de rôles et responsabilités clairs pour renforcer la coordination des programmes de protection sociale.

25. Soucieux d'atteindre d'autres personnes vulnérables touchées par les conséquences sociales et économiques de la COVID-19, certains gouvernements ont employé les technologies numériques aux fins de l'identification et de l'inscription des bénéficiaires, ainsi que du décaissement des transferts en espèces. En Colombie, la nécessité de posséder un compte bancaire pour percevoir l'aide prévue au titre de la pandémie a été à l'origine d'une augmentation exponentielle du nombre de personnes ouvrant un premier compte bancaire, ce qu'a permis la collaboration entre le secteur public, les banques et les sociétés de services informatiques. Le Pakistan a tiré parti de plateformes numériques pour élaborer des programmes visant les ménages les plus vulnérables, conformément aux objectifs de développement durable nº 1 et 2. Ces programmes concernent notamment l'amélioration de la couverture sanitaire, l'autonomisation des jeunes, les subventions spécifiquement conçues pour les agriculteurs et le recours accru aux plateformes numériques. Le Gouvernement ougandais a lancé son système de registre unique dédié à la protection sociale, une plateforme unique de stockage et d'analyse d'informations essentielles communes à tous les programmes de protection sociale, et d'établissement de rapports, mise au service de toutes les parties prenantes. Ces mesures prises en réponse à la pandémie pourraient être profitables à long terme puisqu'elles ont permis d'améliorer l'inclusion sociale et financière de populations marginalisées.

[11] Voir à l'adresse suivante : https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/792901468770374532/brazil-bolsa-familia-project.

26. Afin d'aider les groupes vulnérables face aux effets socioéconomiques de la pandémie de COVID-19, le Gouvernement géorgien a tout à la fois adopté un plan anticrise destiné à soutenir toute la population et prêté une assistance adaptée aux familles nombreuses (à partir de trois enfants), aux personnes handicapées et aux étudiants.

27. Des mesures spécifiques ont été introduites pour aider les personnes handicapées en tant que groupe qui a été soumis à un risque plus élevé d'infection par le virus et, par conséquent, a éprouvé des difficultés économiques durant la pandémie de COVID-19. Pour soutenir les personnes handicapées, l'Égypte a lancé un test automatique de diagnostic des symptômes de la COVID-19 à l'aide de dialogueurs (*chatbots*) en langue des signes via l'application Wasel, parallèlement au site Web Tamkeen. Les personnes souffrant d'un handicap auditif peuvent également contacter les services d'ambulance, de police et d'incendie grâce à cette application qui permet la rédaction de messages à l'intention des agents chargés du service aux clients, qui répondront aux questions de l'usager par la même application.

28. L'Irlande prévoit d'adopter une série de mesures d'atténuation pour améliorer l'aide fournie aux groupes vulnérables durant la pandémie. Une équipe d'intervention chargée d'évaluer la situation financière des ménages sera établie. Elle comprendra des représentants d'institutions financières, des groupes de parties prenantes et un médiateur de la dette, qui mènera une action similaire à celle du Bureau du Médiateur de la dette en Islande. En Islande, après un paiement unique en 2020 aux bénéficiaires de pensions d'invalidité et de réadaptation, des changements permanents ont été apportés au début de 2021 au système de pensions d'invalidité, ce qui a augmenté les prestations de sécurité sociale versées aux titulaires des plus modestes pension d'invalidité. Les réductions internes seront revues à la baisse et les titulaires recevant les pensions les plus faibles verront leurs prestations augmenter de près de 8 000 couronnes islandaises (environ 56 dollars) par mois, en plus de l'augmentation de 3,6 % prévue et inscrite dans la proposition de budget. À la fin de 2022, les titulaires de ces pensions d'invalidité parmi les plus modestes auront donc bénéficié d'une augmentation totale de leurs prestations de près de 20 000 couronnes (environ 140 dollars).

29. La crise liée à la COVID-19 a montré l'importance que revêtait le logement pour le bien-être. Le Gouvernement mongol a pris des mesures visant à améliorer progressivement les prestations sociales destinées à venir en aide aux ménages, aux personnes et aux organisations pauvres et vulnérables. Le Bureau de statistique de Mongolie s'emploie à élaborer à l'échelle nationale un indice de pauvreté multidimensionnelle, qui permettrait de mettre en évidence une situation de pauvreté non seulement en termes de revenu mais aussi selon d'autres critères tels que l'éducation, les conditions de vie et l'état de santé.

30. La pandémie de COVID-19 ayant eu d'importantes répercussions sur les familles, des mesures d'appui spécifiques ont été introduites. La Fédération de Russie a instauré le « capital maternité » afin d'octroyer une aide mensuelle aux familles comptant plus de trois enfants, l'objectif étant d'améliorer les conditions de vie, l'éducation des enfants, l'adaptation sociale et l'intégration des enfants handicapés.

2. Mesures économiques visant à un relèvement inclusif

31. Les gouvernements ont mis en œuvre des mesures qui ont visé à venir en aide aux secteurs et aux personnes les plus touchés par les effets de la pandémie de COVID-19. L'Algérie et la Tunisie ont reporté l'acquittement de l'impôt sur le revenu, voyant dans cette mesure un moyen d'accroître le revenu disponible des ménages les plus nécessiteux. Les taxes à l'importation ont également été réduites ou levées sur les produits de première nécessité.

32. Des mesures budgétaires ont été mises en œuvre pour aider les économies nationales à se relever après les chocs subis du fait de la pandémie de COVID-19. Le Gouvernement égyptien a promulgué des mesures visant à un effet de relance par le budget pour aider le pays à se relever après la COVID-19, y compris en octroyant des prêts aux citoyens.

33. Afin d'atténuer les effets négatifs de la COVID-19 sur le monde des affaires et les individus et pour permettre le relèvement rapide de l'économie, le Brunéi Darussalam a mis en place des mesures d'aide financière provisoires. Afin d'aider le secteur privé, en particulier les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, et de garantir la viabilité de leurs opérations, un report de six mois a été accordé aux employeurs concernant l'acquittement de leurs cotisations au fonds fiduciaire des employés et au régime de pension contributif complémentaire, s'agissant des employés du secteur privé travaillant dans une entreprise relevant de la catégorie susmentionnée, toutes branches confondues, et percevant un salaire inférieur ou égal à 1 500 dollars du Brunéi (environ 1 110 dollars des États-Unis). Le Gouvernement a financé les cotisations de retraite des travailleurs indépendants enregistrés sous ce régime dans les limites de la période fixée pour leur assurer la protection sans interruption du fonds de survie.

34. Afin de disposer des ressources financières requises pour reconstruire en mieux et renforcer notamment ses systèmes de protection sociale, Cabo Verde a opté pour une démarche multidimensionnelle qui a impliqué la redéfinition de ses priorités en matière de postes budgétaires. Le Gouvernement a suspendu l'assainissement des finances publiques et la réduction de la dette publique et a révisé le budget 2020 pour renforcer le système national de santé de sorte qu'il représente 5 % des dépenses publiques.

35. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo et le Gouvernement sud-africain ont décidé d'exempter temporairement les produits de base de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), une mesure visant à accroître le revenu disponible des ménages les plus modestes. Le Gouvernement mozambicain a appliqué la même mesure aux médicaments de première nécessité et aux produits essentiels tels que l'huile de cuisson, le sucre et le savon. Le Gouvernement malien a quant à lui soustrait temporairement la TVA aux tarifs de l'électricité et de l'eau.

36. Les pouvoirs publics ont apporté un appui sectoriel aux entreprises pour les aider à faire face à la pandémie de COVID-19. L'Égypte a lancé une initiative visant à stimuler le tourisme national par la baisse des tarifs aériens sur les lignes intérieures reliant des villes touristiques telles que Le Caire, Luxor, Assouan, Charm el-Cheikh, Taba, Ourghada, Marsa el-Alam et Alexandrie.

37. Les budgets nationaux étant mis à rude épreuve, de nombreux pays à faible revenu ne sont pas en mesure de combler le déficit de financement en comptant uniquement sur la mobilisation de ressources au niveau national et font donc appel au financement extérieur. Au Malawi, le déploiement d'un nouveau programme de transfert social urbain COVID-19 (*Urban Cash Initiative*) a été entièrement dépendant du financement extérieur, tandis que les ressources budgétaires propres du Gouvernement étaient réorientées vers des interventions urgentes dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour faire face à la crise.

38. Dans le souci d'atténuer les conséquences de la COVID-19 sur le plan socioéconomique et de remédier à la pauvreté, aux inégalités, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et aux problèmes environnementaux d'une manière plus globale et en partenariat avec une large gamme de parties prenantes, le Gouvernement mexicain a créé un mécanisme visant à faciliter le dialogue entre celles-ci. Le mécanisme de gouvernance intersectorielle est constitué de 18 groupes

de travail thématiques appelés à entamer un dialogue avec un large éventail d'institutions du secteur public, les organismes compétents des Nations Unies et la société civile, y compris les petits exploitants, les entreprises agroalimentaires, les fournisseurs de denrées alimentaires, les agences de commercialisation, les consommateurs et les régulateurs.

39. À des fins de promotion du développement rural, des mesures spécifiques ont été prises, axées pour partie sur la réforme agraire. Les Philippines ont élaboré un plan d'action national pour l'agriculture familiale, qui a été conçu dans le cadre de processus associant diverses parties prenantes et des comités nationaux ad hoc. Grâce à ce plan d'action, le pays a pu définir des politiques et programmes prioritaires dans lesquels se lancer, qui sont axés sur la réforme agraire et le développement rural, prennent en compte le bien-être des agriculteurs familiaux et font intervenir tous les services de l'État concernés par le développement rural.

40. Sri Lanka a soulagé sur le plan financier toute une série de secteurs, notamment les microentreprises et les petites et moyennes entreprises et le tourisme. Cette aide a été reconduite à deux reprises au bénéfice des entreprises et des personnes impliquées dans le secteur touristique.

41. Le Gouvernement marocain a commencé d'exécuter sa feuille de route pour le relèvement économique. En juillet 2020, le Roi du Maroc, en plus de promettre une réforme des entreprises publiques, a annoncé qu'une loi avait été approuvée pour lancer le processus d'universalisation des systèmes de protection sociale au bénéfice de la population tout entière, notamment pour ce qui était de l'assurance santé et des allocations familiales, l'objectif étant d'assurer l'accès universel aux services de santé.

B. Mesures supplémentaires de renforcement des politiques de développement durable

1. Lancer des politiques et initiatives visant à réduire la pauvreté multidimensionnelle et la faim

42. La lutte contre la pauvreté a suscité le lancement de plusieurs politiques relatives à l'éducation et au marché du travail. En Colombie, un investissement de 600 millions de dollars a permis aux jeunes gens en situation de pauvreté de poursuivre leurs études. D'autres investissements sont allés à des programmes prévoyant des mesures de solidarité fondées sur le revenu, la modification des taux de TVA ou encore la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, un programme financé à hauteur de 200 millions de dollars.

43. Le secteur non structuré de l'économie a également été aidé par des mesures visant à faire en sorte que les ménages puissent satisfaire leurs besoins essentiels. L'Argentine a fourni une aide familiale d'urgence aux travailleurs du secteur informel, qui ont reçu la somme de 10 000 pesos argentins (environ 58 dollars et l'équivalent de 59,3 % du salaire minimum). Le Gouvernement a également lancé un programme destiné aux travailleurs essentiels afin d'aider les ménages à satisfaire leurs besoins premiers, ceci par le versement d'indemnités pour enfant à charge et des cartes d'alimentation. Les coopératives argentines coopèrent à la fois avec les autres producteurs commerciaux et les pouvoirs publics pour proposer des produits alimentaires à prix abordables.

44. Les gouvernements ont suspendu certains frais et redevances pour aider les personnes vulnérables aux effets socioéconomiques produits par la pandémie de COVID-19. Plusieurs pays, dont le Cameroun, le Ghana, le Kenya, le Rwanda et la Zambie, ont temporairement suspendu les frais associés au transfert d'argent mobile,

une opération généralement effectuée pour envoyer des fonds destinés à couvrir les besoins financiers essentiels des destinataires en matière d'alimentation, de frais médicaux, de frais de scolarité et de dépenses de logement. Ainsi, en Zambie, le Gouvernement a renoncé à imposer des frais pour les transferts de monnaie électronique de personne à personne d'un montant inférieur ou égal à 150 kwachas zambiens (environ 8,34 dollars), ces opérations étant devenues gratuites. Les Gouvernements malien, mauritanien et tchadien ont exempté de taxes les produits alimentaires et autres articles de première nécessité afin d'accroître le revenu disponible des ménages les plus modestes.

45. Le Gouvernement guyanien s'efforce de multiples façons de mettre au point des programmes favorisant l'accès gratuit à la formation et offrant des moyens d'autonomisation aux groupes de population les plus vulnérables, à savoir les femmes, les jeunes, les personnes sans emploi et les personnes handicapées, et de rendre accessibles les voies de l'emploi et de l'entrepreneuriat. Des programmes spécialisés conçus à l'intention de personnes handicapées proposent une formation aux outils informatiques, une alphabétisation fonctionnelle, des cours d'assemblage de vêtements, d'agriculture durable et des conseils d'orientation. Les femmes et les filles en bénéficient dans le cadre du programme du Réseau d'innovation et d'investissement pour les femmes qui donne à celles-ci la possibilité d'accéder à une formation gratuite et sans critères d'admission aux compétences entrepreneuriales.

46. Afin de renforcer le secteur de la santé dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont injecté d'importantes ressources supplémentaires depuis le début de la crise. En Égypte, le Ministère de la santé et de la population a bénéficié pour 2020/21 d'une allocation budgétaire en augmentation de 100 %. Le Gouvernement a également supprimé certains frais et subventionné l'assurance santé afin que les plus vulnérables aient accès aux soins médicaux. L'Indonésie a consacré environ un cinquième de son plan de relance annoncé en mars 2020 au secteur de la santé. Le pays a en outre offert la gratuité des soins à tous, indépendamment de l'enregistrement dans le régime national d'assurance maladie.

47. La pandémie de COVID-19 ayant été à l'origine d'une augmentation des troubles mentaux, les pouvoirs publics ont mis l'accent sur la prise en charge de ces pathologies. En Malaisie, en partenariat avec les agences gouvernementales, Mercy Malaysia a lancé la ligne d'assistance téléphonique pour les premiers secours psychologiques. Dans les centres de quarantaine et les hôpitaux, des équipes de santé mentale et de services de soutien psychologique ont été déployées pour les patients atteints de COVID-19 et le personnel soignant. L'Institut mexicain de sécurité sociale offre des services de consultation téléphonique en psychologie et en psychiatrie pour soutenir les personnes souffrant d'anxiété et de dépression à la suite des mesures de confinement.

48. Le Ghana a mis en place une stratégie globale visant à promouvoir la production de vaccins dans le pays. La première phase de la production commerciale devrait débuter en janvier 2024.

2. Mettre les technologies numériques et les politiques correspondantes au service de l'éducation et en tirer parti pour préserver la santé publique

49. La pandémie de COVID-19 a stimulé le développement de l'enseignement à distance qui a permis la continuité de l'apprentissage, les technologies numériques s'étant ensuite développées pour parfaire et répandre ces modalités d'enseignement et pour établir des systèmes éducatifs plus ouverts, inclusifs et souples après la pandémie. Le Qatar a lancé une nouvelle plateforme d'apprentissage en ligne (*Mzeed*) qui offre des ressources numériques et interactives aux étudiants, notamment des livres interactifs, des manuels au format PDF, des vidéos, des enregistrements audio

et d'autres matériels d'apprentissage numériques, ainsi que la plateforme « QLearning » qui facilite et soutient tous les services d'apprentissage à distance.

50. La scolarité à distance a entraîné des investissements dans la connectivité des écoles. Au Burundi, des cartes SD destinées aux téléphones portables et préchargées de contenus audio ont été distribuées aux enfants des zones difficiles à atteindre depuis le début de la crise sanitaire due à la COVID-19. Chypre a investi dans les salles de classe numériques et dans la fourniture des services d'appui nécessaires. La scolarité à distance a contraint à améliorer la connectivité à Internet, à créer des salles de classe numériques et à fournir le matériel et les services d'appui requis pour accélérer la mise en place de l'apprentissage numérique durant la pandémie de COVID-19. Les technologies numériques ont également contribué à combler le fossé entre les zones urbaines et rurales en matière de niveau d'éducation.

51. Apportant leur concours à l'école en ligne, rendue indispensable par la COVID-19, les pouvoirs publics s'emploient à renforcer la capacité des enseignants, des parents et des élèves de s'adapter aux modalités d'enseignement et d'apprentissage à distance. En Équateur, un groupe d'information national (accessible par téléphone et par courrier électronique) a été créé pour fournir des conseils aux enseignants et aux parents ainsi qu'un soutien psychologique et pédagogique aux parents et aux élèves. Une plateforme nationale d'éducation en ligne, riche de plus de 800 ressources pédagogiques, existe parallèlement aux médias traditionnels, radio et télévision, utilisés pour la diffusion de contenus pédagogiques. Une classe virtuelle propose des sessions en ligne dans tout le pays.

52. Des mesures ont été introduites pour appuyer l'accès à l'éducation des groupes vulnérables et faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte dans la sphère éducative. Le Gouvernement bolivien a élaboré un programme éducatif dédié à l'apprentissage des langues autochtones, l'objectif étant d'améliorer l'intégration des peuples qui les parlent.

53. Des mesures axées sur la jeunesse ont été prises pour protéger l'éducation des effets négatifs de la pandémie de COVID-19. Utilisant son dispositif national dédié à la jeunesse (*Sinajuve*), le Brésil a mis en place des cours gratuits à distance dans des domaines tels que l'entrepreneuriat et les finances personnelles.

54. Des stratégies à plusieurs volets, associant l'apprentissage numérique à des outils d'apprentissage à distance plus traditionnels (télévision, radio et presse écrite) ont été également mises en œuvre. En Colombie, parallèlement à *Aprender Digital*, une plateforme nationale organisée par niveau qui contient plus de 80 000 ressources numériques, le Gouvernement prépare un kit destiné à soutenir l'apprentissage à domicile pour les ménages non connectés et diffuse des programmes éducatifs à la radio et à la télévision pour les apprenants de l'école primaire au collège.

55. Les pouvoirs publics ont eu recours à des outils numériques pour empêcher la propagation de la pandémie de COVID-19. En Bulgarie, une application mobile permet aux utilisateurs de signaler quotidiennement leur état de santé et un portail Web fournit des données épidémiologiques actualisées et des informations sur les mesures adoptées. Ces informations facilitent l'élaboration d'un modèle statistique plus précis, nécessaire à un retour rapide à la normale. L'Institut national de statistique a créé une rubrique COVID-19 sur son site Web, qui présente en temps réel des données statistiques relatives aux effets de la pandémie sur la vie socioéconomique du pays.

56. Les outils numériques ont également été utilisés pour aider les personnes à revenir à la normale tout en réduisant au maximum les risques pour la santé. En collaboration avec l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, un outil numérique interactif d'évaluation des risques liés à la COVID-19 a été adopté à

Chypre. Le code généré par une application mobile fait office de passe sanitaire utilisé par les habitants pour reprendre leur travail, rentrer à l'école ou se déplacer dans le pays.

57. La numérisation des services de santé s'est développée durant la crise. Au Danemark, une initiative stratégique de numérisation a été élaborée, sur la base des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19, pour veiller à ce que les nouveaux outils numériques contribuent à un système de santé plus résilient et plus durable.

3. Appliquer des politiques relatives au marché du travail préservant l'emploi et le bien-être de la population : protection contre le chômage et subventions salariales

58. Les conséquences économiques de la COVID-19 ont contraint les gouvernements à modifier la législation du travail pour offrir plus de protection et une sécurité de revenu aux travailleurs. L'Inde a publié des directives visant à soumettre tous les agrégateurs de véhicules à un nouveau cadre réglementaire. Les mesures visent à garantir la sécurité des clients, à officialiser les travailleurs indépendants (en l'occurrence les chauffeurs) et à responsabiliser davantage les entreprises de covoiturage. En fixant un taux de commission, les États peuvent offrir une sécurité de revenu aux chauffeurs, qui s'efforcent de trouver un équilibre financier entre leur obligation de remboursement mensuel du prêt contracté pour l'achat de leur véhicule et la baisse de leurs revenus résultant de la pandémie de COVID-19.

59. Afin de dissuader les employés de quitter leur poste par suite des effets de la pandémie de COVID-19 sur l'économie, des programmes de maintien de l'emploi ont été mis en place. En République de Corée, à Singapour et au Viet Nam, des subventions salariales sont venues appuyer des secteurs vulnérables spécifiques et des travailleurs précaires et des chercheurs d'emploi. Dans d'autres cas, elles ont été appliquées à l'échelle nationale dans la quasi-totalité des secteurs de l'économie. Le Gouvernement lesothan a versé une subvention équivalente à trois mois de salaire aux travailleurs des usines textiles. Le programme de subvention salariale des travailleurs de l'industrie a été conçu de sorte à bénéficier aux groupes les plus vulnérables soumis à la règlementation relative au salaire minimum.

60. L'assouplissement des critères d'admissibilité à l'allocation d'activité partielle n'a pas provoqué de hausse notable du chômage en Allemagne. Le travail à temps partiel vise à compenser certains manques à gagner temporaires et à prévenir les pertes d'emploi. À la fin de 2021, l'allocation d'activité partielle a été augmentée à hauteur de 80 % de la perte nette de gains. La durée maximale d'admissibilité a été portée de 12 à 24 mois, cette mesure ne s'appliquant toutefois que jusqu'à la fin de 2021.

61. Avec l'objectif de restaurer le marché du travail au lendemain de la pandémie de COVID-19, l'Argentine a subventionné la moitié du salaire minimum afin de garantir un revenu de base tout en incitant au travail. Le Gouvernement a également prévu de créer davantage de possibilités d'emploi dans les zones rurales ainsi que dans certaines industries, notamment le bâtiment, le textile, le recyclage, la production alimentaire et les soins de santé.

62. Les travailleurs licenciés du fait de la COVID-19 ont reçu rapidement un revenu de remplacement substantiel grâce aux programmes d'assurance chômage. En Chine, la couverture de l'assurance chômage a été temporairement élargie en 2020 afin que les travailleurs migrants au chômage qui avaient été assurés pendant moins d'un an puissent avoir droit à une indemnisation.

63. En Azerbaïdjan, des emplois publics rémunérés ont été créés pour assurer un emploi actif aux chômeurs qui avaient du mal à trouver du travail. La Sierra Leone a lancé un processus de passation de marchés pour la remise en état de 1 200 km de routes principales et secondaires, qui devrait créer des emplois pour les jeunes et aider à relier les agriculteurs aux marchés. En Afrique du Sud, le programme élargi de travaux publics a connu une forte augmentation de la demande pendant la crise et a employé de nombreux Sud-Africains vulnérables pendant le confinement imposé à l'échelle nationale. Dans ce pays, ainsi qu'en Éthiopie et au Rwanda, l'obligation de travailler pour les travaux publics a été supprimée en raison des difficultés à faire respecter la distanciation sociale ; les participants ont continué de recevoir des salaires et des transferts alimentaires comme forme de soutien au revenu. Au Kenya, le programme national d'hygiène récemment lancé (*Kazi Mtaani*) a offert des possibilités d'emploi avec versement d'un salaire journalier aux jeunes. Les tâches consistent dans le nettoyage des rues et des égouts, la collecte des déchets, la fumigation et la désinfection. Le Gouvernement monégasque a offert une aide sous forme de garanties salariales aux parents isolés qui rencontraient des difficultés résultant de la COVID-19.

64. En vue de protéger les petites entreprises et les travailleurs indépendants des répercussions économiques de la pandémie de COVID-19, l'Eswatini a offert des remboursements d'impôts aux petites et moyennes entreprises qui avaient maintenu le salaire complet de leurs employés pendant le confinement. En Namibie, les employeurs, les travailleurs et les citoyens des secteurs durement touchés par la pandémie de COVID-19, dont le tourisme et l'hôtellerie, la pêche, le bâtiment, les petites et moyennes entreprises et le secteur informel, ont reçu des subventions, ce qui a permis de secourir des entreprises des secteurs structuré et non structuré de l'économie dans les branches ayant le plus souffert. Cette aide aux entreprises a pris diverses formes, dont la réduction des taux d'intérêt, le versement de subventions salariales et la négociation des délais de remboursement des dettes, ainsi qu'un soutien au crédit qui a également bénéficié aux travailleurs et aux ménages.

65. En réponse à l'augmentation du taux de chômage causée par la pandémie de COVID-19, le Gouvernement espagnol a mis en place des mesures en faveur de l'emploi, notamment des subventions aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs indépendants.

66. Afin de favoriser les embauches après la pandémie, des programmes de création d'emplois incitatifs pour les entreprises ont vu le jour. En Lituanie, les subventions à l'embauche accordées aux employeurs ont soutenu la création d'emplois pour les personnes les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées, les personnes âgées, les jeunes et les chômeurs de longue durée ou peu qualifiés. À compter de 2021, les employeurs recevront le remboursement complet (à 100 %) des salaires versés aux employés durant les périodes d'arrêt. Le montant maximum du remboursement pourrait s'élever à 1,5 fois le salaire mensuel minimum, soit 963 euros (environ 1 027 dollars), dans la mesure où ce montant n'est pas supérieur au salaire fixé dans le contrat d'embauche à une date antérieure à l'annonce du deuxième confinement.

4. Adopter des mesures spécifiques de soutien des groupes sociaux durement touchés par les crises, comme les femmes, les personnes âgées, les enfants, les personnes handicapées et les peuples autochtones

67. Au vu des effets disproportionnés que la pandémie de COVID-19 a eus sur les femmes et les filles, il a été nécessaire de prendre plus de mesures tenant compte des questions de genre. Le profil du Libéria en matière d'égalité des genres, établi par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, a

fourni une analyse en profondeur des différences entre les filles, les femmes, les garçons et les hommes dans le rôle de genre qui leur était assigné, en ce qui concernait la condition, les besoins, les taux de participation, l'accès aux ressources et les droits de propriété, la planification du développement, le contrôle des actifs et la prise de décision.

68. Face à la pandémie de COVID-19, l'une des mesures prises en tenant compte des questions de genre a consisté à appuyer les soins non rémunérés dispensés dans le milieu de vie, en augmentation, dont la charge est revenue essentiellement aux femmes et aux filles. Cette aide a pris la forme de congés familiaux rémunérés, de programmes de rémunération en espèces, d'aménagements flexibles et de réductions du temps de travail, ou s'est concrétisée par la poursuite des prestations de services de garde d'enfants. En Autriche, le Gouvernement a prévu un congé payé prolongé pour les femmes enceintes dans l'incapacité de travailler à distance pendant la pandémie.

69. Le Gouvernement australien a pris des mesures axées sur le soutien à l'enfance, conscient que l'insécurité, le stress chronique lié à la pauvreté et l'absence de stimulations appropriées et de possibilités d'apprentissage durant la petite enfance, tous facteurs qui se sont accrus sous l'effet de la pandémie, pouvaient réduire les chances de succès d'un enfant au cours de sa vie. Le lancement du *Early Childhood Education and Care Relief Package* a donné une impulsion financière au secteur de la garde d'enfants.

70. Les personnes âgées ont fait l'objet de mesures ciblées. Au Bangladesh, une aide a été apportée aux personnes âgées sous la forme de l'allocation de vieillesse. Le Brésil a augmenté sa contribution financière aux institutions de soins de longue durée pour personnes âgées et a consolidé les mesures de contrôle et d'application du principe de responsabilité.

71. En Chine, dans le cadre de la stratégie de revitalisation rurale lancée en 2017 par le Gouvernement pour promouvoir des moyens de subsistance durables et le bien-être des populations rurales grâce au développement agricole, le crédit rural a augmenté au total de 17,8 % en 2020.

72. Les peuples autochtones ayant été touchés de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19, les États-Unis ont prévu, au titre des allocations de secours COVID-19 destinées à remédier aux vulnérabilités des peuples autochtones pendant la crise, l'octroi de subventions fédérales pour soutenir les services et systèmes de santé autochtones, ainsi que le logement et les programmes d'enseignement à tous les niveaux.

73. Le Gouvernement cubain a mis l'accent sur les groupes vulnérables, comme les personnes handicapées, par des programmes ciblés mis en œuvre dans le cadre des politiques économiques et sociales visant à faire face à la pandémie de COVID-19. Le Gouvernement trinidadien a créé un microsite spécifiquement dédié aux personnes handicapées.

C. Mesures visant à traiter l'insécurité alimentaire en vue d'aider les personnes les plus exposées aux effets persistants de la pandémie de COVID-19

74. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir une alimentation saine, en particulier durant la pandémie de COVID-19, l'Argentine, dans le cadre de son programme de cartes alimentaires qui est une composante du plan national d'éradication de la faim, a donné accès à un panier alimentaire de base au moyen d'une carte de débit. Ce panier améliore la sécurité alimentaire et favorise une

alimentation saine chez les enfants, les femmes enceintes et les personnes handicapées. Lors de la crise de la COVID-19, le montant versé au titre du programme a été doublé de mai à décembre 2020 puis augmenté de 50 % (depuis février 2021) pour répondre à la hausse des prix alimentaires.

75. En Libye, afin de protéger la sécurité alimentaire des enfants qui prenaient un de leurs repas à l'école, les autorités ont fourni des rations à emporter aux écoliers dans le cadre d'initiatives visant à maintenir l'alimentation scolaire dans les foyers.

76. Afin de protéger la sécurité alimentaire des ménages durant la pandémie de COVID-19, au Bangladesh, le programme *Open Market Sales* a permis, avec l'appui du Programme alimentaire mondial, d'introduire officiellement du riz fortifié et aux personnes vivant dans les zones urbaines d'acheter du riz à un quart du prix d'origine ; ces mesures ont contribué à renforcer la sécurité alimentaire et le bien-être nutritionnel des ménages vulnérables dont le régime alimentaire était pauvre en micronutriments. Le Bhoutan a construit de nouveaux canaux d'irrigation et favorisé l'agriculture commerciale pour tenter de renforcer la sécurité alimentaire dans le pays, compte tenu des difficultés supplémentaires qu'il a rencontrées dans le contexte de la COVID-19 en tant que pays sans littoral.

77. En République dominicaine, le Gouvernement s'emploie à faire en sorte que l'eau aille en priorité aux cultures et que les agriculteurs soient formés pour l'utiliser efficacement. Par d'autres mesures de politique générale, il soutient l'agriculture familiale, encourage les femmes à bénéficier des possibilités offertes par la production alimentaire, aide les coopératives agricoles et veille à la bonne distribution de l'alimentation dans les écoles, les hôpitaux, les prisons et les centres pour enfants. Il finance l'exploitation des terres agricoles et fournit des informations sur le marché en temps réel dans le cadre d'un programme de crédit subventionné. Il œuvre également au changement des habitudes de consommation et des régimes alimentaires.

78. Le Burkina Faso a mis en place des mesures d'appui, dont des paiements monétaires et en nature, qui visent à traiter l'insécurité alimentaire résultant des chocs agricoles survenus durant la période 2021/22 et des crises nutritionnelles de longue date. Ces mesures se sont accompagnées d'une aide supplémentaire apportée aux ménages vulnérables vivant dans les zones rurales, qui a consisté à promouvoir l'agriculture locale.

79. Remédier à la crise alimentaire nécessite de mettre en œuvre sur le long terme des stratégies visant à l'adoption de technologies modernes, de pratiques agricoles durables et de méthodes agrotechniques. Israël a mis en avant des technologies agricoles novatrices en tant que solution à la crise alimentaire et s'est employé à promouvoir l'énergie propre en vue d'atténuer les changements climatiques qui menacent les agriculteurs et les États insulaires. Les programmes agricoles de l'Agence israélienne de coopération internationale pour le développement (MASHAV) sont consacrés à l'introduction des technologies modernes et des méthodes agrotechniques conçues pour améliorer le niveau, la durabilité et la qualité de la production agricole et assurer la sécurité alimentaire.

80. Afin d'améliorer par l'innovation le potentiel de productivité et la durabilité de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et des industries alimentaires, le Japon a élaboré une stratégie pour des systèmes alimentaires durables, plus spécifiquement des mesures novatrices visant à la décarbonation et à la résilience, en tant qu'instrument de moyen ou long terme destiné à accroître la participation des parties prenantes à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement et à promouvoir l'innovation à des fins de réduction de la charge environnementale. La mise en œuvre de cette stratégie passera par l'élaboration et la diffusion de technologies novatrices

et l'utilisation de moyens d'intervention plus écologiques par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Ces mesures font office de nouveau modèle appelé à inspirer des systèmes alimentaires durables dans la région de l'Asie soumise au phénomène de la mousson, dont les conditions météorologiques et les structures de production diffèrent de celles des autres régions telles que l'Europe et l'Amérique du Nord. Le Ministère prévoit de partager ces méthodes et technologies avec les autres pays concernés par le régime des moussons, où elles peuvent donc être appliquées.

81. La Mongolie a adopté une large gamme de lois et de politiques pour garantir la salubrité et l'accessibilité des aliments, qui portent sur l'innocuité de l'alimentation et des produits alimentaires, ainsi que des programmes nationaux pour une alimentation saine. Le pays a fixé des objectifs dans des documents d'orientation à moyen et long terme en vue de stabiliser l'offre de produits alimentaires et l'accès à ces produits, d'améliorer la nutrition et de garantir la salubrité des matières premières et des produits à tous les stades de la chaîne alimentaire.

D. Efforts concertés visant à remédier aux questions nouvelles de portée générale liées au ralentissement de l'économie mondiale, aux conflits et aux autres problèmes aggravants

82. S'efforçant de s'adapter aux changements climatiques, plusieurs pays ont indiqué que leur priorité était de se préparer aux catastrophes et de réduire les risques à cet égard, mentionnant la mise en œuvre de politiques spécifiques visant à une plus grande adaptation aux conditions résultant du climat et à la conduite d'actions de sensibilisation aux fins de l'éducation et de l'information du grand public et des jeunes. Certains pays se sont également employés à stopper la dégradation des forêts, en se dotant de stratégies et de plans d'action pour trouver des solutions aux effets des changements climatiques sur l'environnement.

83. En appui aux mesures prévues pour lutter contre les changements climatiques, le Gouvernement trinidadien s'est efforcé de repérer les communautés vulnérables de sorte à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies d'adaptation efficientes à même de faciliter le développement de la résilience face aux changements climatiques et la réalisation des objectifs de développement durable sans laisser personne de côté.

84. En vue de promouvoir un système alimentaire plus sain et durable, l'Union européenne a mis en œuvre la stratégie « De la ferme à la table », dans laquelle elle définit des initiatives règlementaires et non règlementaires, et des politiques communes en matière d'agriculture et de pêche, qui joueront un rôle essentiel dans le passage justifié à un système alimentaire durable. Un tel système se devra d'avoir une empreinte environnementale neutre ou positive, de contribuer à atténuer les changements climatiques et, par l'adaptation à ceux-ci, d'enrayer la perte de biodiversité, d'assurer à chacun une alimentation suffisante, saine, nutritive et durable et de protéger le caractère abordable de la nourriture, ceci en permettant de dégager des gains économiques plus justes, en stimulant la compétitivité de l'Union dans le secteur de l'approvisionnement et en favorisant le commerce équitable.

85. Une coopération accrue entre les pays en développement, s'accompagnant de réformes du commerce multilatéral et de l'architecture financière, pourrait concourir à mettre l'économie mondiale sur de bons rails. L'appui apporté aux modèles d'entreprise moins courants comme les coopératives, ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises, peut également contribuer à la transition vers un mode de croissance plus inclusif, porteur d'emplois et plus écologique. Aux Philippines, un groupe dirigé par une coopérative s'est associé à l'administration de la protection sociale et du développement pour aider les victimes du typhon Odette, en décembre 2021.

L'organisation-cadre des coopératives agricoles familiales a signé un bon de commande d'un montant de 18 millions de pesos philippins (environ 375 000 dollars) avec l'administration, afin de livrer durant trois jours 25 000 colis alimentaires familiaux, qui contenaient 3 000 sacs de riz et d'autres denrées destinés aux victimes du typhon Odette. Considérées comme des moteurs pour la création d'emplois, les microentreprises et petites et moyennes entreprises sont devenues des parties prenantes essentielles à la mise en œuvre du Programme 2030. En Bolivie (État plurinational de), à Chypre et en Égypte, des petites et moyennes banques et des programmes de financement vert ont permis de renforcer la résilience des microentreprises et petites et moyennes entreprises et ont favorisé l'innovation.

86. En Allemagne, en Chine et en Malaisie, le commerce électronique et la numérisation sont reconnus comme des moyens fondamentaux d'accroître la résilience des microentreprises et petites et moyennes entreprises. À Cabo Verde, en Colombie, à Cuba, en République populaire démocratique lao et au Zimbabwe, l'intégration dans le secteur formel des microentreprises et petites et moyennes entreprises constitue l'axe majeur des efforts déployés par ces pays pour stimuler la productivité et exploiter les possibilités offertes par les mécanismes régionaux d'intégration des marchés.

87. Les actions menées progressivement pour régler les problèmes alimentaires, énergétiques et financiers causés par le conflit en Ukraine soulignent combien il importe d'assurer à tous l'accès à l'énergie. Alors que Cabo Verde, la Chine, le Danemark, l'Indonésie, la Norvège, la Tchéquie, la Thaïlande et l'Uruguay ont indiqué qu'ils avaient accompli des progrès dans ce domaine et ce, en dépit des effets négatifs des crises mondiales, l'Afghanistan, l'Angola, la Namibie et la Tunisie ont signalé des difficultés liées à l'énergie touchant certains groupes de population. Cabo Verde a fait part de progrès notables accomplis pour permettre l'accès de tous à l'énergie, et a déclaré que ceux auxquels cet accès faisait encore partiellement défaut vivaient dans des zones reculées. En Chine, grâce à de vastes réseaux énergétiques, les zones rurales ont à présent accès à une alimentation électrique stable et fiable. En Tunisie, l'accès à l'énergie des populations à bas ou moyen revenu demeure difficile en raison des tarifs nationaux associés à une hausse de la pauvreté générale, une situation qui touche de nombreuses personnes.

88. L'Allemagne, l'Angola, Antigua-et-Barbuda, Chypre, le Danemark, les Îles Marshall, la Malaisie, le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, le Qatar, la Suède, la Tchéquie, la Thaïlande et la Tunisie ont souligné l'importance que revêtait la contribution du rendement énergétique à l'action climatique. Par l'intermédiaire du plan directeur de son réseau électrique intelligent, la Thaïlande vise à utiliser l'électricité de manière plus efficiente, notamment par une meilleure gestion de l'énergie dans les foyers et les bâtiments commerciaux et industriels. Cette initiative inclut un système de prévision lié à la consommation d'énergie renouvelable.

89. De nombreux pays ont indiqué avoir recours à l'énergie solaire parmi d'autres sources d'énergie renouvelable, l'objectif étant d'améliorer l'accès à une énergie propre et d'accélérer l'action climatique. En 2018, le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a mis en œuvre un projet qui a consisté à moderniser l'équipement de bâtiments officiels, d'hôpitaux, d'écoles et de garages en les dotant de dispositifs solaires et éoliens. On estime que cet équipement satisfait 10 % des besoins en énergie du pays. En outre, le pays s'est tourné vers l'énergie solaire dans le cadre de son relèvement après le passage de l'ouragan Irma en 2017, une centrale solaire ayant été créée dans le souci de reconstruire en mieux. La République populaire démocratique de Corée encourage également l'introduction de la technologie solaire.

IV. Conclusions

90. La COVID-19 et les autres crises actuelles continuent de freiner le développement social et les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Les pays du monde entier ont mis en œuvre diverses mesures de politique générale dans plusieurs domaines pour tenter de surmonter les effets néfastes de ces crises multiformes et étroitement liées les unes aux autres. Ces mesures ont produit au moins des résultats à court terme et une base sur laquelle accélérer le relèvement et fonder la pleine réalisation du Programme 2030 sans laisser personne de côté. Il n'en reste pas moins que les effets persistants de la pandémie de COVID-19, les conflits régionaux en cours, la permanence des changements climatiques et les sombres perspectives économiques à l'échelle mondiale continuent de peser sur la marge de manœuvre décisionnelle. Afin d'accélérer un relèvement associant toutes les parties et repartir sur la voie menant à la réalisation intégrale du Programme 2030, il est urgent, par des efforts concertés et une politique cohérente, de trouver des solutions aux problèmes sans précédent qui se posent actuellement et d'avancer de manière décisive vers un avenir qui soit plus sûr, plus protecteur de l'environnement et plus résilient pour tous.

91. Les pays devraient saisir l'occasion que leur offre l'action de relèvement engagée pour sortir de ces crises multiformes et consolider leurs perspectives politiques à moyen et long terme, en faisant fond sur les réussites et les enseignements tirés des mesures prises à court terme pour lutter contre ces crises. En particulier, afin d'accélérer un relèvement n'excluant personne et redresser la barre en vue de réaliser le Programme 2030, ils devraient étendre et améliorer leurs systèmes de protection sociale et leurs filets de sécurité en transformant certaines mesures, prises d'urgence à cette fin, en composantes de la protection sociale minimale, en fonction de leur situation nationale et conformément aux objectifs de développement durable. De cette façon, leurs capacités et celles de leurs populations de surmonter de futurs chocs et de progresser plus vite et de manière soutenue vers la réalisation desdits objectifs s'en trouveront accrues.

92. Les problèmes de portée générale, la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire et l'atténuation des risques climatiques étant étroitement liés, une occasion décisive se présente pour les pays, celle d'élaborer et d'intégrer dans leurs plans nationaux de relèvement des mesures de lutte contre les changements climatiques et de protection de l'environnement. Le passage à une énergie plus verte conduira à une moindre dépendance aux combustibles fossiles importés et permettra aux pays de se rapprocher de la neutralité carbone, tout en contribuant à la réduction de la pauvreté et des inégalités.

93. Il existe également de bonnes pratiques sur lesquelles s'appuyer pour continuer de progresser vers l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, en s'assurant à ces fins la participation active des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicapées et des peuples autochtones. La prise en compte des questions de genre et l'attention portée aux besoins des groupes sociaux défavorisés et des personnes en situation de vulnérabilité doivent être intégrées aux stratégies et aux processus d'élaboration des politiques pour rendre le relèvement inclusif et durable et pour faire en sorte que la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 se fasse sans laisser personne de côté.

94. Les problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales. La coopération internationale et la solidarité, ainsi que l'action multilatérale, sont indispensables pour débloquer la situation, notamment dans les pays en situation particulière. Les pays qui accusent le plus grand retard ne peuvent pas remédier aux conséquences multiformes et imbriquées que les crises entraînent sur le plan socioéconomique sans

l'appui de la communauté internationale, de même qu'ils ont besoin d'un contexte pacifique pour forger un relèvement inclusif et porteur de transformations et mener à bien la mise en œuvre de leurs stratégies nationales de développement.